

4° de leverancier koopt en factureert aan de afnemer alleen de hoeveelheid groene certificaten die niet rechtstreeks door de afnemer aan hem wordt afgegeven.

In het geval bedoeld in het derde lid, 2°, worden de groene certificaten door de afnemer aan de leverancier afgegeven ten vroegste na afloop van een termijn van vier volle kwartalen die ingaat op 1 januari, april, juli of oktober die volgt op de kennisgeving.

§ 2. Overeenkomstig paragraaf 1 passen de leveranciers de betrokken leveringsovereenkomsten aan die in uitvoering zijn op de datum van inwerkingtreding van dit artikel. ».

**Art. 3.** In artikel 24ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden « Krachtens besluit van de Minister genomen na advies van de CWaPE, kan de producent van groene elektriciteit » vervangen door de woorden « De producent van groene elektriciteit kan »;

2° de paragrafen 2 en 3 worden opgeheven.

**Art. 4.** De artikelen 24quater, 24septies en 24octies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009, worden opgeheven.

**Art. 5.** Artikel 24sexies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van het eerste en het tweede lid geniet de groene producent wiens recht op het verkrijgen van groene certificaten na 30 juni 2014 geopend wordt, op gewoon verzoek de aankoopgarantie voor de groene certificaten die hij in bezit heeft. ».

#### HOOFDSTUK II. — *Inwerkingtredings- en slotbepaling*

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor het Energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203206]

**3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 34, 4° b), remplacé par le décret du 17 juillet 2008, l'article 38, § 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, l'article 38, § 6bis, inséré par le décret du 27 mars 2014 et l'article 39, § 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 4 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 juillet 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> mars 2012;

Vu l'avis CD-12e07-CWaPE-380 de la CWaPE du 9 mai 2012;

Vu l'avis N° 5-2012 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 2 mai 2012;

Vu l'avis A.1069 du Conseil économique et social de Wallonie du 7 mai 2012;

Vu l'avis CWEDD/12/AV.524 du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable du 8 mai 2012;

Vu l'avis 55.203/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 février 2014 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009, un 11°bis rédigé comme suit est inséré :

« 11°bis « Administration » : le département de l'Energie et du Bâtiment durable de la Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie du Service public de Wallonie; ».

**Art. 2.** A l'article 10 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° la première phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> est complétée par ce qui suit :

« et après dépôt d'un dossier technico-financier communiqué à l'Administration conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup> bis, reprenant les éléments suivants :

- 1° une copie de tous les documents attestant du coût global des investissements relatifs à l'installation de production;
- 2° une copie de tous les documents relatifs aux différentes aides perçues pour la réalisation de l'installation, notamment les aides à l'investissement;
- 3° une analyse financière déterminant le coût de production de l'électricité verte;
- 4° une déclaration sur l'honneur attestant que les informations communiquées sont complètes et certifiées sincères et véritables;
- 5° si le projet est soumis à permis, une copie du permis d'environnement ou du permis unique obtenu. »;
- 2° à la deuxième phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Ces modalités » sont remplacés par les mots « Les modalités déterminées par la CWaPE »;
- 3° la deuxième phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> formera l'alinéa 2, inséré entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, devenu l'alinéa 3;
- 4° à l'alinéa 2, devenu l'alinéa 3, les mots « à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ».

**Art. 3.** L'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, est complété par les mots « , le cas échéant, après acceptation du dossier par l'Administration conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis. ».

**Art. 4.** A l'article 15 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 octobre 2013, un paragraphe 1<sup>er</sup>bis, rédigé comme suit, est inséré :

« § 1<sup>er</sup>bis. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, pour les unités de production à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014, autres que les installations de production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques d'une puissance nette inférieure à 10 kW, le droit d'obtenir des certificats verts est limité à dix ou quinze ans selon la filière de production conformément à l'annexe 5 et est subordonné à l'acceptation préalable par l'Administration du dossier de demande de certificats verts.

Le producteur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> souhaitant bénéficier de certificats verts pour son unité de production à partir d'une année donnée est tenu d'adresser anticipativement un dossier de demande à l'Administration comprenant les éléments suivants :

- 1° le dossier technico-financier visé à l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>;
- 2° un calendrier des étapes préalables à la mise en service;
- 3° une date ferme permettant de déterminer la première date d'octroi des certificats verts;
- 4° un argumentaire démontrant la faisabilité du projet;
- 5° une estimation du nombre de certificats verts auxquels le projet pourrait prétendre. Pour les projets consistant à la remise à niveau d'une installation existante (repowering ou retrofit), une estimation du nombre de certificats verts additionnels par rapport au volume de certificats verts octroyés sous le régime avant remise à niveau est adressée. Pour déterminer le volume de certificats verts octroyés sous le régime avant remise à niveau, le producteur se base sur la moyenne annuelle du volume de certificats verts octroyés durant les 3 dernières années de fonctionnement.

A défaut d'un dossier comprenant les éléments susvisés, l'Administration déclare le dossier irrecevable.

L'Administration évalue le caractère sérieux et plausible du dossier de demande au regard des différents éléments visés à l'alinéa 2. L'Administration détermine, à la suite de cet examen, si en fonction de l'enveloppe globale de certificats verts additionnels pour l'année souhaitée fixée conformément à l'annexe 6 et de l'enveloppe de certificats verts additionnels pour cette filière pour l'année souhaitée fixée conformément à l'alinéa 8, elle peut ouvrir le droit à ce demandeur d'obtenir des certificats verts conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Au sein d'une même filière, les demandeurs dont la date visée à l'alinéa 2, 3°, est la plus rapprochée dans le temps sont prioritaires. Si l'enveloppe de certificats verts additionnels pour cette filière est déjà atteinte pour l'année souhaitée, la demande d'obtention de certificats verts pour ce producteur prend rang dans la liste d'attente en vue de l'ouverture au 1<sup>er</sup> septembre de l'année calendrier de l'enveloppe de certificats verts inter-filières sans réduction de la durée d'octroi visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Conformément à la disposition visée à l'alinéa 9, lorsque la flexibilité de 15 % visée dans cet alinéa est atteinte pour l'année souhaitée, la demande d'obtention de certificats verts pour ce producteur prend rang dans la liste d'attente de l'enveloppe de certificats verts pour cette filière de l'année calendrier suivante sans réduction de la durée d'octroi visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Cette décision est communiquée endéans les 45 jours à la CWaPE et au producteur ayant introduit un dossier de demande conformément à l'alinéa 2.

Le producteur informe, à tout moment, l'Administration des éventuelles modifications apportées à son dossier.

A défaut pour un producteur de respecter la date ferme qu'il a proposée conformément à l'alinéa 2, 3°, la durée d'octroi des certificats verts visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est réduite de plein droit de la durée du retard. Une telle sanction n'est toutefois pas applicable lorsque ce retard est dû à des causes externes. L'appréciation de celles-ci est laissée à l'Administration.

L'enveloppe annuelle globale de certificats verts additionnels est déterminée par le Gouvernement, sur proposition du Ministre. Cette enveloppe est déterminée sur la base des quotas visés à l'article 25, § 3, de manière à atteindre indirectement et de manière progressive, une contribution de 8 000 GWh d'électricité renouvelable produits en Wallonie à l'horizon 2020 selon une répartition indicative entre filières telle que précisée à l'annexe 4, tout en visant un retour à l'équilibre sur le marché des certificats verts. Pour les années 2014 à 2016, l'enveloppe annuelle de certificats verts additionnels est précisée à l'annexe 6. En cas de baisse du volume de certificats verts octroyés aux installations existantes, due à l'arrêt définitif d'une ou de plusieurs installations constaté par la CWaPE, l'Administration peut procéder à l'ajout du volume de certificats verts correspondant aux enveloppes par filière visée à l'alinéa 8. En aucun cas, cet ajout ne peut avoir pour effet d'engendrer une hausse du volume de certificats verts supérieure à la somme de 3,5 millions de certificats verts et de l'enveloppe globale visée à l'annexe 6. La répartition de ce volume entre filières s'effectue au prorata des enveloppes de certificats additionnels visées à l'annexe 8.

Dans le respect de l'enveloppe annuelle globale visée à l'annexe 6, les enveloppes de certificats verts additionnels par filière sont fixées par le Gouvernement, après avis de la CWaPE, en fonction du taux d'octroi de certificats verts et de manière à tendre à la trajectoire par filière fixée à l'annexe 4. Pour la période de 2014 à 2016, les enveloppes de certificats verts additionnels par filière sont précisées à l'annexe 8.

Le premier jour de chaque trimestre, l'Administration publie sur son site le nombre de dossiers de demande s'étant vu ouvrir le droit à l'obtention de certificats verts, la quantité de certificats verts estimés par filière et par an ayant fait l'objet d'une réservation, le volume de certificats verts estimés restants par filière au regard des enveloppes fixées à l'annexe 8, ainsi que le volume de certificats verts visé par la liste d'attente. L'Administration effectue à cette même date un monitoring sur le suivi des trajectoires indicatives visées à l'annexe 4. Au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, l'Administration transfère vers une enveloppe de certificats verts inter-filières, les certificats verts des enveloppes de certificats verts additionnels par filière n'ayant pas encore fait l'objet d'une réservation pour l'année en cours. Sur cette

base, l'Administration ouvre le droit aux certificats verts aux projets sur la liste d'attente de l'enveloppe de certificats verts inter-filières, dans le respect de son rang, conformément à l'alinéa 4. Le volume de certificats verts d'une filière bénéficiant de ce transfert vers l'enveloppe de certificats verts inter-filières ne peut dépasser 15 pour cent de l'enveloppe de certificats verts additionnels de cette filière visée à l'alinéa 8.

Tous les trois ans, de manière concomitante au mécanisme d'évaluation des quotas visé à l'article 25, §§ 3 et 4, une évaluation des trajectoires par filière est réalisée par le Gouvernement, sur la base d'un rapport de la CWaPE et de l'Administration. Cette évaluation porte sur l'évolution constatée et attendue du productible de chaque filière, au regard de la répartition indicative entre filière précisée à l'annexe 4, ainsi que sur l'évolution constatée et attendue sur le marché des certificats verts, compte tenu du mécanisme d'évaluation des quotas visés à l'article 25, §§ 3 et 4. Le Gouvernement fixe les trajectoires par filière de manière à constamment couvrir une période de 8 ans. Le cas échéant, le Gouvernement adapte les trajectoires par filière fixées à l'annexe 4.

Pour chaque filière de production d'électricité verte considérée, le nombre de certificats verts octroyés est défini comme suit :

certificats verts octroyés = Eemp x kCO2 x kECO

Le calcul visé à l'alinéa 11 s'effectue avec les bases suivantes :

1° Eemp = électricité nette produite exprimée en MWh;

2° kCO2 = coefficient de performance réelle CO2 du projet envisagé calculé conformément à l'arrêté ministériel du 12 mars 2007 déterminant les procédures et le Code de comptage de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

3° kECO = coefficient économique par filière s'appliquant sur 10 ou 15 ans fixé par la CWaPE en concertation avec l'Administration, de manière à garantir un niveau de rentabilité de référence déterminé à l'annexe 7 du présent arrêté;

4° le résultat du produit de "kCO2 x kECO" ne peut excéder le plafond fixé par l'article 38, § 6bis, du décret.

Pour l'ensemble des filières d'électricité verte, le Gouvernement peut fixer des plafonds de taux d'octroi sans excéder le plafond fixé par l'article 38, § 6bis, du décret.

Par dérogation à l'alinéa 11, pour les filières d'hydro-électricité, d'électricité produite à partir de panneaux photovoltaïques d'une puissance nette supérieure à 10 kW et à partir d'éoliennes, un coefficient correcteur « rho » du taux d'octroi permettant de moduler le taux d'octroi de certificats verts en fonction du niveau de prix du marché de l'électricité ENDEX est appliqué comme suit :

certificats verts octroyés = Eemp x kCO2 x kECO x rho

Le coefficient correcteur « rho » est égal à 1 pendant les trois premières années. En concertation avec l'Administration, la CWaPE évalue tous les trois ans à dater du premier jour d'octroi des certificats verts à un projet concerné, le taux d'octroi par application du coefficient correcteur « rho ». Le taux d'octroi de certificats verts est adapté de manière à maintenir un niveau de soutien correspondant au niveau de soutien de référence qui prévalait pour la filière au moment de la décision d'octroi pour les 3 années suivantes, si l'évolution réelle des prix de l'électricité ENDEX s'est écartée de 10 % à la hausse ou à la baisse par rapport aux paramètres d'évolution de prix initialement retenus.

Pendant toute la période d'octroi des certificats verts, les rendements énergétiques des installations modernes de référence sont maintenus aux valeurs en vigueur au moment de l'octroi des premiers certificats verts relatifs à l'unité de production concernée.

Tous les deux ans, la CWaPE révisé les coefficients kECO applicables pour les nouveaux projets en concertation avec l'Administration, à l'exception du coefficient kECO de la filière photovoltaïque et de la majoration prévue à l'article 15quater, alinéa 3, qui font l'objet d'une révision semestrielle. A titre exceptionnel, la CWaPE, en concertation avec l'Administration, peut, pour les nouveaux projets et après validation par le Gouvernement, réviser, entre deux exercices, le coefficient kECO pour une des filières, si elle constate une évolution particulièrement forte d'un paramètre affectant la rentabilité de référence telle que définie à l'annexe 7.

Pour le calcul de kECO visé à l'alinéa 12, 3°, la CWaPE, en concertation avec l'Administration, propose une méthodologie au Gouvernement qui la valide et, le cas échéant, l'adapte. La méthodologie prend en considération les paramètres techniques, économiques et financiers portant sur les variables suivantes :

1° variables techniques des filières : durée d'amortissement, rendement électrique et/ou thermique net, durée d'utilisation, part d'autoconsommation de l'électricité;

2° variables portant sur les coûts : coûts d'investissement éligibles, coût des combustibles, frais annuels d'opération et de maintenance en pourcentage de l'investissement, coûts de démantèlement, charges fiscales, à savoir l'impôt des sociétés effectif moyen tel que publié par le Conseil supérieur des Finances;

3° variables portant sur les revenus escomptés :

a) référence prix électricité : prix forward moyen annuel ENDEX pendant les deux premières années, ensuite prix tendanciel pour les années suivantes selon les sources de référence;

b) aides éventuelles complémentaires.

Les nouveaux coefficients kECO résultant de la procédure de révision visée à l'alinéa 18 sont publiés au plus tard trois mois avant leur entrée en vigueur.

Pour une unité de production donnée, le régime de soutien applicable est celui en vigueur au moment de la communication du dossier de demande de certificats verts visé à l'alinéa 2. ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, trois articles, rédigés comme suit, sont insérés entre l'article 15quinquies et l'article 16 :

« Art. 15sexies. Par dérogation à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, pour les installations hydro-électriques, le coefficient kECO peut être majoré, sur dossier, au maximum de 1,5 certificats verts par MWh produit sans préjudice de l'article 38, § 6bis, du décret, s'il ne permet pas de garantir la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté.

A cette fin, le producteur concerné introduit une demande motivée auprès de l'Administration et de la CWaPE, au même moment de l'introduction de son dossier de demande de certificats verts visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 2.

La CWaPE propose, en concertation avec l'Administration, un coefficient kECO alternatif permettant d'atteindre la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté.

Art. 15septies. Par dérogation à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, pour les installations éoliennes d'une puissance inférieure ou égale à 100 kW, le coefficient kECO peut être majoré, sur dossier, de maximum 0,3 certificats verts par MWh produit sans préjudice de l'article 38, § 6bis, du décret, s'il ne permet pas de garantir la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté.

A cette fin, le producteur concerné introduit une demande motivée auprès de l'Administration et de la CWaPE, au même moment de l'introduction de son dossier de demande de certificats verts visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 2.

La CWaPE propose, en concertation avec l'Administration, un coefficient kECO alternatif permettant d'atteindre, dans la limite visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté.

Art. 15octies. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, pour les installations de production d'électricité à partir de la biométhanisation agricole ou de graisses animales, le coefficient kECO peut être majoré, sur dossier, de manière à atteindre le niveau de rentabilité de référence déterminé à l'annexe 7 du présent arrêté, sans préjudice de l'article 38, § 6, du décret.

A cette fin, le producteur concerné introduit une demande motivée auprès de l'Administration et de la CWaPE, au même moment de l'introduction de son dossier de demande de certificats verts visé à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 2.

Si la CWaPE constate un écart de plus de 1 pour cent entre la rentabilité obtenue par le projet sur la base des paramètres technico-économiques propres de l'installation et la rentabilité de référence visée à l'annexe 7, la CWaPE fixe, en concertation avec l'Administration, un coefficient kECO alternatif permettant d'atteindre la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté.

§ 2. Les producteurs à partir d'installations d'électricité produite à partir de la biométhanisation agricole bénéficiant à la date du 1<sup>er</sup> mai 2014 de certificats verts sur la base du régime de certificats verts applicable antérieurement, peuvent, sous réserve de l'alinéa 2, introduire un dossier à la CWaPE en vue de bénéficier d'un coefficient kECO correspondant à la rentabilité de référence visée à l'annexe 7.

Pour être éligibles, les producteurs visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> doivent introduire leur dossier avant le 1<sup>er</sup> décembre 2014 et démontrer qu'ils n'atteignent pas la rentabilité de référence au regard du régime de soutien dont ils bénéficient.

Si la CWaPE constate l'absence de rentabilité suffisante de l'installation visée à l'alinéa 2, la CWaPE autorise le changement de régime d'octroi des certificats verts et détermine le nouveau coefficient kECO pour le solde des années d'octroi de certificats verts restantes à courir, sans préjudice de l'article 38, § 6, du décret, celui-ci étant applicable au moment de la communication du dossier visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

La CWaPE communique sa décision au producteur et à l'Administration dans les 45 jours de la réception du dossier visé à l'alinéa 2. Le nouveau coefficient kECO fixé par la CWaPE, conformément à l'alinéa 3, prend effet le jour suivant la communication de sa décision par la CWaPE.

La CWaPE détermine pour le 1<sup>er</sup> juin 2014, les modalités et la procédure d'introduction des dossiers visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art. 6. A l'article 25 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « et » entre les mots « les fournisseurs » et « gestionnaires de réseau » est remplacé par une virgule « , les »; les mots « , les détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture et les autoproducteurs conventionnels » sont insérés entre les mots « gestionnaires de réseau » et les mots « sont tenus de restituer »; et les mots « ou la quantité d'électricité autoconsommée au cours du trimestre envisagé » sont insérés entre les mots « réalisées en Région wallonne au cours du trimestre envisagé » et les mots « . La CWaPE prélève »;

2<sup>o</sup> au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, le mot « et » entre les mots « Les fournisseurs » et « les gestionnaires de réseau » est remplacé par une virgule « , », et les mots « , les détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture et les autoproducteurs conventionnels » sont insérés entre les mots « les gestionnaires de réseau » et les mots « sont tenus d'introduire »;

3<sup>o</sup> au paragraphe 2, 1<sup>o</sup>, les mots « consommée par ce dernier pour son usage propre et sur la base de l'électricité » sont insérés entre les mots « pour le fournisseur, sur base de l'électricité » et les mots « fournie par ce dernier »;

4<sup>o</sup> le paragraphe 2 est complété par un 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> pour l'autoproduiteur conventionnel, sur la base de l'électricité autoproduite par ce dernier pour son propre usage. »;

5<sup>o</sup> au paragraphe 3, les mots « 26,7 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2015 » et les mots « 30,4 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2016 » sont remplacés par les mots « 27,7 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2015 » et « 31,4 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et le 31 décembre 2016 »;

6<sup>o</sup> au paragraphe 4, alinéa 3, les mots « à l'annexe 4 du présent arrêté » sont insérés entre les mots « qu'il aura fixés » et « en matière de chaleur produite de source renouvelable »;

7<sup>o</sup> au paragraphe 5, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Lorsqu'un autoproduiteur conventionnel produisant au minimum 1,25 GWh par trimestre a signé, directement ou par le biais d'une fédération, une convention avec la Région wallonne visant à améliorer son efficacité énergétique à court, moyen et long terme, celui-ci peut bénéficier d'une réduction de certificats verts à remettre à la CWaPE conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3. »;

8<sup>o</sup> à l'alinéa 2, devenant l'alinéa 3, du paragraphe 5, le mot « susmentionné » est remplacé par les mots « ou l'autoproduiteur conventionnel visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 »;

9<sup>o</sup> l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, du paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« La réduction du nombre de certificats verts visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 correspond à une diminution de quota selon les formules suivantes, appliquées aux entreprises formant une entité géographique et technique au sens des accords de branche :

1<sup>o</sup> pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité comprise entre 0 et 5 GWh inclus, application de 75 % du quota annuel visé au paragraphe 3;

2<sup>o</sup> pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité entre 5 et 25 GWh inclus, application de 50 % du quota annuel visé au paragraphe 3;

3<sup>o</sup> pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité entre 25 et 75 GWh inclus, application de 15 % du quota annuel visé au paragraphe 3;

4<sup>o</sup> pour la tranche de consommation trimestrielle d'électricité supérieure à 75 GWh, application de 10 % du quota annuel visé au paragraphe 3. »;

10<sup>o</sup> au paragraphe 5, alinéa 5, devenant l'alinéa 6, les mots « tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 2 » sont abrogés;

11<sup>o</sup> au paragraphe 5, alinéa 6, devenant l'alinéa 7, les mots « visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 1 » sont abrogés;

12<sup>o</sup> au paragraphe 5, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 6 et 7, devenant alinéas 7 et 8 :

« Afin de bénéficier de la réduction, l'autoprodacteur conventionnel visé à l'alinéa 2 transmet, par courrier simple, avant la fin du deuxième mois qui suit un trimestre écoulé, à la CWaPE, les données relatives au volume d'électricité autoproduite pour son propre usage ainsi que l'année considérée. La CWaPE établit les modalités de transmission et de contrôle de ces données. »;

13° au paragraphe 5, alinéa 7, devenant l'alinéa 9, les mots « ou autoprodacteur conventionnel » sont insérés entre les mots « sur chaque client final » et « qui en est à l'origine »;

14° au paragraphe 5, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit:

« Ne sont pas visées en tant qu'usage propre du fournisseur visé au paragraphe 2, 1°, les consommations du fournisseur dans les centrales de pompage/turbinage correspondant à l'énergie électrique absorbée par l'opération de pompage. »;

15° au même article, il est inséré un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Les clients protégés en vertu de l'article 33, 2° et 3°, du décret sont exonérés des quotas de l'année en cours.

Lorsque la fourniture des clients protégés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> est assurée par un gestionnaire de réseau, les réductions de coûts résultant du présent paragraphe sont répercutées directement sur les clients finals résidentiels des gestionnaires de réseaux alimentant ces clients protégés.

Lorsque la fourniture des clients protégés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> est assurée par un fournisseur, les réductions de coûts résultant du présent paragraphe sont répercutées directement sur chaque client protégé qui en est à l'origine. ».

**Art. 7.** A l'article 30 du même arrêté modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « et » entre les mots « les fournisseurs » et « gestionnaires de réseau » est remplacé par une virgule « , les » et la phrase est complétée par les mots « , les détenteurs d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture et les autoproduteurs conventionnels. »;

2° à l'alinéa 3, le mot « ou » entre les mots « au fournisseur » et « gestionnaire de réseau de distribution » est remplacé par une virgule « , », et les mots « « , détenteur d'une licence limitée de fourniture en vue d'assurer leur propre fourniture, ou autoprodacteur conventionnel » sont insérés entre les mots « gestionnaire de réseau de distribution » et « concerné par courrier ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, les annexes 4, 5, 6, 7, et 8 rédigées comme suit, sont insérées :

« Annexe 4. Trajectoire progressive indicative par filière et cible à l'horizon 2020 :

**Nouveaux projets: Production d'électricité additionnelle/an (GWh)**

	2014	2015	2016	Cible 2020 (additionnel cumulé)
PV <=10 kW	43	43	43	300
PV > 10 kW	30	36	41	400
Eolien	220	255	310	2.700
Hydro	10	10	10	50
	-	-	-	
Géothermie élec				50
Biogaz	15	17	21	375
Biomasse solide et liquide (cogen ou autre)	22	23	24	550
<b>Total SER-élec</b>	340	384	449	4.425
Cogen fossile	45	69	75	940
<b>Total élec verte</b>	385	453	524	5.365

Annexe 5. Nombre d'années d'octroi des certificats verts selon la filière et sous-filière de production :				
Filières	Sous-filières	Segments de puissance	Duré d'octroi (nombre d'années)	
Photovoltaïque	Petit PV	P<=10kW	10	
	Grand PV	10kW<P<=250kW	10	
		P > 250 kW	10	
<b>Petit éolien (&lt;= 100 kW)</b>		P<100kW	15	
<b>Moyen et grand éolien</b>		100kW<P<1MW	15	
		P>=1MW	15	
<b>Hydro-électricité</b>		P<10kW	15	
		10kW<P<100kW	15	
		100kW<P<1MW	15	
		P>1MW	15	
<b>Biomasse solide et liquide</b>	Cogénération biomasse solide	P<500kW	15	
		500kW<P<1MW	15	
		1MW<P<5MW	15	
		P>5MW	15	
	Biomasse électricité			15
		Cogénération bioliquide	P<100kW	15
			100kW<P<500kW	15
			500kW<P<1MW	15
			P>1MW	15
			Graisses animales'	15
<b>Biogaz</b>	Cogénération biogaz	P<10kW	15	
		P < 200 kW	15	
		200-600 kW	15	
		600-1500 kW	15	
		> 1500 kW	15	
<b>Cogénération fossile</b>		P<10kW	15	
		10kW<P<100kW	15	
		100kW<P<500kW	15	
		500kW<P<1MW	15	
		P>1MW	15	

Annexe 6. Enveloppe annuelle globale de certificats verts pour les projets additionnels de l'année considérée pour les années 2014 à 2016

- a) 284.000 CV pour les projets de 2014 ;
- b) 477.000 CV pour les projets de 2015 ;
- c) 543.000 CV pour les projets de 2016.

Annexe 7. Niveaux de rentabilité de référence par filière et sous-filières					
Filières	Sous-filières	Segments de puissance	Duré d'octroi (nombre d'années)		
Photovoltaïque	Petit PV	P<=10kW	Régime Quali watt		
	Grand PV	10kW<P<=250kW	7%		
Petit éolien (<= 100 kW)		P<100kW	7%		
Moyen et grand éolien		100kW<P<1MW	7%		
		P>=1MW	7%		
Hydro-électricité		P<10kW	7%		
		10kW<P<100kW	7%		
		100kW<P<1MW	7%		
		P>1MW	7%		
Biomasse solide et liquide		Cogénération biomasse solide	P<500kW	9%	
			500kW<P<1MW	9%	
			1MW<P<5MW	9%	
			P>5MW	9%	
		Biomasse électricité			9%
			Cogénération bioliquide	P<100kW	9%
				100kW<P<500kW	9%
				500kW<P<1MW	9%
				P>1MW	9%
				Graisses animales'	9%
Biogaz		Cogénération biogaz	P<10kW	8%	
			P < 200 kW	8%	
			200-600 kW	8%	
			600-1500 kW	8%	
			> 1500 kW	9%	
Cogénération fossile		P<10kW	9%		
		10kW<P<100kW	9%		
		100kW<P<500kW	9%		
		500kW<P<1MW	9%		
		P>1MW	9%		

Annexe 8. Enveloppes de certificats verts par filière pour les nouveaux projets, pour la période 2014-2016

Nouveaux projets: Certificats verts additionnels par an

	2014 partim	2015	2016
PV > 10 kW	52.000	79.600	77.000
Eolien	148.900	258.900	314.500
Hydro	13.350	20.000	20.000
Biogaz	25.250	43.700	53.000
Biomasse solide et liquide (cogen ou autre)	37.100	57.500	60.000
Cogen fossile	7.400	17.300	18.500
<b>Total élec verte</b>	<b>284.000</b>	<b>477.000</b>	<b>543.000</b>

CHAPITRE II. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

**Art. 9.** A l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, les mots « ou à la présentation d'une preuve de demande d'inscription à une formation certifiante dans un centre de formation reconnu par la Région wallonne » sont insérés entre les mots « reconnue par la Région wallonne » et les mots « et à la condition visée à l'article 19bis ».

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires, d'entrée en vigueur et finales*

**Art. 10.** Le présent arrêté ne s'applique pas aux unités de production soumises à l'obtention préalable d'un permis d'environnement ou d'un permis unique et ayant obtenu un permis définitif à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, ainsi qu'aux unités de production ayant fait l'objet de la visite de contrôle RGIE de l'installation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 11.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014, sous réserve de l'alinéa 2.

L'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, alinéas 11 à 13, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération tel qu'inséré par l'article 4 du présent arrêté, s'applique aux installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 12.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203206]

**3. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 34, 4<sup>o</sup>, b), ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, Artikel 38, § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, Artikel 38, § 6bis, eingefügt durch das Dekret vom 27. März 2014, und Artikel 39, § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des am 15. Juli 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 1. März 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Gutachtens der CWaPE Nr. CD-12e07-CWaPE-380 vom 9. Mai 2012;

Aufgrund des am 2. Mai 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 7. Mai 2012 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.1069;

Aufgrund des am 8. Mai 2012 abgegebenen Gutachtens des Wallonischen Umweltrates für eine nachhaltige Entwicklung CWEDD/12/AV.524;

Aufgrund des am 26. Februar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 55.203/4;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms*

**Artikel 1** - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009, wird eine Ziffer 11<sup>o</sup>bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"11<sup>o</sup>bis "Verwaltung": die Abteilung Energie und nachhaltiges Bauwesen der operativen Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;"

**Art. 2** - In Artikel 10 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1<sup>o</sup> im ersten Satz von Absatz 1 wird die Wortfolge "mittels des Formulars, die sie bestimmt, zugeschickt." durch die folgende Wortfolge ersetzt:

"mittels des Formulars, die sie bestimmt, sowie nach der Hinterlegung einer technisch-finanziellen Akte, die der Verwaltung gemäß Artikel 15, § 1bis mitgeteilt wird, und nachstehende Unterlagen umfasst, zugeschickt:

1<sup>o</sup> eine Kopie aller Dokumente, durch die die Gesamtkosten für die mit der Erzeugungsanlage verbundenen Investitionen bescheinigt werden;



2° eine Kopie aller Dokumente in Bezug auf die verschiedenen, für die Durchführung der Anlage erhaltenen Beihilfen, insbesondere die Investitionsbeihilfen;

3° eine finanzielle Analyse zur Bestimmung der Kosten für die Erzeugung des Grünstroms;

4° eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die mitgeteilten Informationen vollständig sind und für wahrhaftig und richtig erklärt werden;

5° wenn das Projekt einer Genehmigung bedarf, eine Kopie der erhaltenen Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung.”;

2° im zweiten Satz von Absatz 1 werden die Wörter “Diese Modalitäten” durch “Die von der CWaPE bestimmten Modalitäten” ersetzt;

3° Der zweite Satz von Absatz 1 wird den Absatz 2 bilden, der zwischen den Absatz 1 und den derzeitigen Absatz 2, der nun Absatz 3 wird, eingefügt wird;

2° in Absatz 2, der nun Absatz 3 geworden ist, wird die Wortfolge “in Abweichung von vorigem Absatz” durch “in Abweichung von den Absätzen 1 und 2” ersetzt“.

**Art. 3 -** Artikel 13, § 1, Absatz 1, 2°, desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird durch folgende Wörter ergänzt: “, gegebenenfalls nach Anerkennung der Akte durch die Verwaltung gemäß Artikel 15, § 1bis.”.

**Art. 4 -** In Artikel 15 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Oktober 2013, wird ein § 1bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 1bis. Für die anderen Stromerzeugungseinheiten als die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Stromerzeugungsanlagen mit einer Nettoleistung unter 10 kW wird in Abweichung von § 1 ab dem 1. Juli 2014 das Recht auf das Erhalten von grünen Bescheinigungen auf zehn oder fünfzehn Jahre beschränkt, abhängig von dem Erzeugungsverfahren gemäß Anlage 5; dieses Recht unterliegt ebenfalls der vorherigen Anerkennung der Akte zur Beantragung von grünen Bescheinigungen durch die Verwaltung.

Der in Absatz 1 genannte Stromerzeuger, der ab einem gegebenen Jahr für seine Stromerzeugungseinheit grüne Bescheinigungen in Anspruch nehmen möchte, hat im Voraus eine Antragsakte an die Verwaltung zu richten, welche folgende Unterlagen umfasst:

1° die in Artikel 10, Abs. 1 genannte technisch-finanzielle Akte;

2° einen Zeitplan mit den verschiedenen Stufen vor der Inbetriebnahme;

3° ein festes Datum, anhand dessen das Datum für die erste Gewährung der grünen Bescheinigungen bestimmt werden kann;

4° eine Argumentation, durch die die Machbarkeit des Projekts nachgewiesen wird;

5° eine Einschätzung der Anzahl grüner Bescheinigungen, die infolge des Projekts beansprucht werden könnten. Für die Projekte, die in einer Anpassung einer bestehenden Anlage (repowering oder retrofit) bestehen, wird eine Einschätzung der Anzahl zusätzlicher grüner Bescheinigungen im Verhältnis zum Volumen der grünen Bescheinigungen, die vor der Anpassung gewährt wurden, übermittelt. Zur Festlegung des Volumens der grünen Bescheinigungen, die vor der Anpassung gewährt wurden, stützt sich der Erzeuger auf den jährlichen Durchschnitt des Volumens grüner Bescheinigungen, die während der letzten 3 Betriebsjahre gewährt worden sind.

Liegt keine Akte mit den vorgenannten Unterlagen vor, erklärt die Verwaltung die Akte für unzulässig.

Die Verwaltung bewertet die Aufrichtigkeit und Plausibilität der Antragsakte hinsichtlich der verschiedenen in Abs. 2 genannten Elemente. Anschließend an diese Untersuchung bestimmt die Verwaltung, ob sie aufgrund des gemäß Anlage 6 bestimmten Gesamtpakets der zusätzlichen grünen Bescheinigungen für den erwünschten Jahrgang und aufgrund des gemäß Absatz 8 bestimmten Pakets von zusätzlichen grünen Bescheinigungen für dieses Erzeugungsverfahren und für den erwünschten Jahrgang den Anspruch dieses Antragstellers auf grüne Bescheinigungen gemäß Abs. 1 bewilligen kann. Innerhalb eines selben Erzeugungsverfahrens sind diejenigen Antragsteller vorrangig, deren in Absatz 2, 3° genanntes Datum am nächsten liegt. Wenn das Paket von zusätzlichen grünen Bescheinigungen für dieses Erzeugungsverfahren für den erwünschten Jahrgang schon erreicht ist, wird der Antrag dieses Erzeugers auf den Erhalt von grünen Bescheinigungen in die Warteliste aufgenommen mit Hinsicht auf die Eröffnung am 1. September des Kalenderjahres des Pakets der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Bescheinigungen ohne Einschränkung der in Absatz 1 genannten Gewährungsdauer. In Übereinstimmung mit der in Abs. 9 genannten Bestimmung, wenn die in diesem Absatz genannte Flexibilität von 15 % für diesen Jahrgang erreicht ist, wird der Antrag dieses Erzeugers auf den Erhalt von grünen Bescheinigungen in die Warteliste des Pakets von grünen Bescheinigungen für dieses Erzeugungsverfahren für das nächste Kalenderjahr aufgenommen, ohne Einschränkung der in Absatz 1 genannten Gewährungsdauer. Dieser Beschluss wird binnen 45 Tagen der CWaPE und dem Stromerzeuger, der eine Antragsakte gemäß Abs. 2 eingereicht hat, mitgeteilt.

Der Stromerzeuger informiert jederzeit die Verwaltung über eventuelle Änderungen an seiner Akte.

Wenn ein Stromerzeuger das feste Datum nicht einhält, das er gemäß Absatz 2, 3° vorgeschlagen hat, dann wird die in Abs. 1 genannte Dauer für die Gewährung der grünen Bescheinigungen von Rechts wegen um die Dauer der Verzögerung verringert. Eine solche Strafe wird jedoch nicht verhängt, wenn diese Verzögerung auf externe Ursachen zurückzuführen ist. Deren Beurteilung wird der Verwaltung überlassen.

Die jährliche Gesamtmenge der zusätzlichen grünen Bescheinigungen wird auf Vorschlag des Ministers von der Regierung bestimmt, auf der Grundlage der in Artikel 25, § 3 genannten Quoten, um auf indirekte und allmähliche Weise im Jahre 2020 einen Beitrag von 8 000 GWh erneuerbaren und in der Wallonie erzeugten Stroms zu erreichen, gemäß einer informativen Verteilung der Erzeugungsverfahren nach Anlage 4, dies mit Hinsicht auf eine Rückkehr zum Gleichgewicht auf dem Markt für grüne Bescheinigungen. Für die Jahre 2014 bis 2016 wird die jährliche Menge der zusätzlichen grünen Bescheinigungen in der Anlage 6 bestimmt. Im Falle einer Abnahme des Volumens von grünen Bescheinigungen, die den bestehenden Anlagen gewährt werden, die auf eine von der CWaPE festgestellte endgültige Stilllegung einer oder mehrerer Anlagen zurückzuführen ist, kann die CWaPE das Volumen von grünen Bescheinigungen, das den Paketen nach Erzeugungsverfahren nach Abs. 8 entspricht, hinzufügen. Unter keinen Umständen darf dieses Hinzufügen eine Zunahme des Volumens von grünen Bescheinigungen über 3,5 Millionen grüne Bescheinigungen und des Gesamtpakets nach Anlage 6 bewirken. Die Verteilung dieses Volumens unter den Erzeugungsverfahren erfolgt im Verhältnis zu den Paketen von zusätzlichen grünen Bescheinigungen nach Anlage 8.

Unter Beachtung des in Anlage 6 genannten Jahresgesamtpakets werden die Pakete von zusätzlichen grünen Bescheinigungen nach Erzeugungsverfahren nach Gutachten der CWaPE von der Regierung festgelegt, und zwar aufgrund des Satzes für die Erteilung von grünen Bescheinigungen, und um den in Anlage 8 bestimmten Kurs je Erzeugungsverfahren anzustreben. Für den Zeitraum von 2014 bis 2016 werden die Pakete von zusätzlichen grünen Bescheinigungen nach Erzeugungsverfahren in der Anlage 8 angegeben.

Am ersten Tag jedes Quartals veröffentlicht die Verwaltung auf ihrer Homepage die Anzahl Antragsakten, für die das Recht auf den Erhalt von grünen Bescheinigungen bewilligt wurde, die Anzahl der eingeschätzten grünen Bescheinigungen nach Erzeugungsverfahren und pro Jahr, die Gegenstand einer Reservierung gewesen sind, das eingeschätzte Volumen der restlichen grünen Bescheinigungen nach Erzeugungsverfahren angesichts der in Anlage 8 festgelegten Pakete, sowie das in der Warteliste bestimmte Volumen von grünen Bescheinigungen. An diesem selben Datum führt die Verwaltung ein Monitoring über die Einhaltung der in Anlage 4 genannten informativen Kurse durch. Am 1. September eines jeden Jahres überträgt die Verwaltung die grünen Bescheinigungen der Pakete von zusätzlichen grünen Bescheinigungen nach Erzeugungsverfahren, die noch nicht Gegenstand einer Reservierung für das laufende Jahr gewesen sind, auf ein Paket von vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Bescheinigungen. Auf dieser Grundlage bewilligt die Verwaltung das Recht auf grüne Bescheinigungen für die Projekte, die sich auf der Warteliste des Pakets der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Bescheinigungen befinden, unter Beachtung deren Rangs und in Übereinstimmung mit Absatz 4. Das Volumen von grünen Bescheinigungen eines bestimmten Erzeugungsverfahrens, die dem Paket der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Bescheinigungen übertragen werden, darf 15 % des Pakets der zusätzlichen grünen Bescheinigungen dieses Erzeugungsverfahrens nach Absatz 8 nicht überschreiten.

Alle drei Jahre führt die Regierung gleichzeitig mit dem Mechanismus zur Bewertung der Quoten nach Artikel 25, § 3 und § 4 eine Bewertung der Kurse der verschiedenen Erzeugungsverfahren durch, auf der Grundlage eines Berichts der CWaPE und der Verwaltung. Diese Bewertung betrifft die festgestellte und erwartete Entwicklung der Produktion jedes Erzeugungsverfahrens angesichts der in Anlage 4 angegebenen informativen Verteilung zwischen den Erzeugungsverfahren, sowie die festgestellte und erwartete Entwicklung auf dem Markt für grüne Bescheinigungen, unter Berücksichtigung des Mechanismus zur Bewertung der Quoten nach Artikel 25, § 3 und § 4. Die Regierung bestimmt die Kurse für jedes Erzeugungsverfahren, um ständig einen Zeitraum von acht Jahren zu decken. Gegebenenfalls passt die Regierung die in Anlage 4 bestimmten Kurse nach Erzeugungsverfahren an.

Für jedes berücksichtigte Verfahren zur Erzeugung von Grünstrom wird die Anzahl grüner Bescheinigungen wie folgt bestimmt:

gewährte grüne Bescheinigungen =  $E_{\text{enp}} \times k_{\text{CO2}} \times k_{\text{ECO}}$ .

Die Berechnung nach Absatz 11 erfolgt mit folgenden Grundlagen:

1°  $E_{\text{enp}}$  = erzeugter Nettostrom, ausgedrückt in MWh;

2°  $k_{\text{CO2}}$  = reelle CO<sub>2</sub>-Leistungszahl des berücksichtigten Projekts, berechnet in Übereinstimmung mit dem Ministerialerlass vom 12. März 2007 zur Festlegung der Verfahren und des Zählcodes für den mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Strom;

3°  $k_{\text{ECO}}$  = wirtschaftlicher Koeffizient für jedes Erzeugungsverfahren, das für 10 oder 15 Jahre angewandt wird; diese Zahl wird von der CWaPE in Absprache mit der Verwaltung bestimmt, um eine in Anlage 7 vorliegenden Erlasses bestimmte relevante Rentabilität zu erreichen;

4° das Ergebnis des Produkts von " $k_{\text{CO2}} \times k_{\text{ECO}}$ " darf die in Artikel 38, § 6bis des Dekrets festgelegte Höchstschwelle nicht überschreiten.

Für die gesamten Verfahren zur Erzeugung von Grünstrom kann die Regierung Höchstschwellen für den Erteilungssatz bestimmen, ohne die in Artikel 38, § 6bis des Dekrets festgelegte Höchstschwelle zu überschreiten.

Für die Erzeugungsverfahren Wasserkraft, Strom mittels photovoltaischer Solarzelle mit einer Nettoleistung über 10 kW, und Windkraft wird in Abweichung von Abs. 11 ein Berichtigungskoeffizient  $\rho$  für den Erteilungssatz angewandt, durch den der Erteilungssatz für die grünen Bescheinigungen aufgrund des ENDEX-Marktpreises für Strom wie folgt angepasst werden kann:

gewährte grüne Bescheinigungen =  $E_{\text{enp}} \times k_{\text{CO2}} \times k_{\text{ECO}} \times \rho$

Der Berichtigungskoeffizient  $\rho$  ist gleich 1 während der ersten drei Jahre. In Absprache mit der Verwaltung bewertet die CWaPE alle drei Jahre ab dem ersten Tag der Erteilung der grünen Bescheinigungen für ein betroffenes Projekt den Erteilungssatz durch Anwendung des Berichtigungskoeffizienten  $\rho$ . Wenn die tatsächliche Entwicklung der ENDEX-Strompreise von den ursprünglich festgehaltenen Parametern der Preisentwicklung um 10 % nach oben oder nach unten abgewichen ist, wird der Erteilungssatz für grüne Bescheinigungen angepasst, um eine Stützung zu bieten, die der als Referenz dienenden Stützung entspricht, welche für das Erzeugungsverfahren zum Zeitpunkt des Erteilungsbeschlusses für die drei folgenden Jahre galt.

Während des gesamten Zeitraums für die Gewährung der grünen Bescheinigungen werden die energetischen Wirkungsgrade der modernen Bezugsanlagen auf der Ebene der Werte aufrechterhalten, die zum Zeitpunkt der Gewährung der ersten grünen Bescheinigungen in Bezug auf die betroffene Erzeugungseinheit galten.

Alle zwei Jahre revidiert die CWaPE in Absprache mit der Verwaltung die  $k_{\text{ECO}}$ -Koeffizienten, die auf die neuen Projekte anwendbar sind, mit Ausnahme des  $k_{\text{ECO}}$ -Koeffizienten für die Photovoltaik-Sparte und der in Artikel 15quater vorgesehenen Erhöhung, welche Gegenstand einer halbjährlichen Revision sind. Ausnahmsweise kann die CWaPE in Absprache mit der Verwaltung für die neuen Projekte und nach einer Validierung durch die Regierung den  $k_{\text{ECO}}$ -Koeffizienten für eins der Erzeugungsverfahren zwischen zwei Jahrgängen revidieren, wenn sie eine besonders starke Entwicklung eines Parameters feststellt, durch welche die relevante Rentabilität im Sinne von Anlage 7 beeinflusst wird.

Für die Berechnung des in Absatz 12, 3° genannten  $k_{\text{ECO}}$ -Koeffizienten schlägt die CWaPE in Absprache mit der Verwaltung der Regierung eine Methodik vor; diese Methodik wird von der Regierung bestätigt, und ggf. angepasst. Diese Methodik berücksichtigt die technischen, wirtschaftlichen und finanziellen Parameter, die folgende Variablen betreffen:

1° technische Variablen der Erzeugungsverfahren: Abschreibungsdauer, elektrische und/oder thermische Netto-Effizienz, Gebrauchsdauer, Anteil des Stromeigenverbrauchs;

2° Variablen, die die Kosten betreffen: zulässige Investitionskosten, Brennstoffkosten, jährliche Betriebs- und Instandhaltungskosten, ausgedrückt in Prozent der Investition, Kosten für die Demontage der Anlagen, Steuerlasten, d.h. die tatsächliche durchschnittliche Gesellschaftssteuer, so wie sie vom Hohen Rat für Finanzen veröffentlicht worden ist;

3° Variablen, die die erwarteten Einnahmen betreffen:

a) Referenz Strompreis: jährlicher durchschnittlicher ENDEX-forward-Preis während der ersten zwei Jahre, danach der Trendpreis für die folgenden Jahre nach den Referenzquellen;

b) eventuelle zusätzliche Beihilfen.

Die neuen kECO-Koeffizienten, die sich aus dem in Absatz 18 genannten Revisionsverfahren ergeben, werden spätestens drei Monate vor ihrem Inkrafttreten veröffentlicht.

Für eine gegebene Erzeugungseinheit ist die anwendbare Stützungsregelung diejenige, die zum Zeitpunkt der Übermittlung der in Absatz 2 genannten Akte zur Beantragung von grünen Bescheinigungen in Kraft ist.“

**Art. 5** - In denselben Erlass werden drei Artikel mit folgendem Wortlaut zwischen Artikel 15*quinquies* und Artikel 16 eingefügt:

“Art. 15*sexies* - In Abweichung von Artikel 15, § 1*bis* und unbeschadet von Artikel 38, § 6*bis* des Dekrets kann für Wasserkraftanlagen der kECO-Koeffizient auf Vorlage der Akte um höchstens 1,5 grüne Bescheinigungen je erzeugte MWh erhöht werden, wenn er es nicht ermöglicht, die in Anlage 7 vorliegenden Erlasses festgelegte relevante Rentabilität zu garantieren.

Zu diesem Zweck reicht der betroffene Stromerzeuger einen begründeten Antrag bei der Verwaltung und bei der CWaPE ein, und zwar gleichzeitig mit der Einreichung seiner in Artikel 15, § 1*bis*, Absatz 2 genannten Akte zur Beantragung von grünen Bescheinigungen.

In Absprache mit der Verwaltung schlägt die CWaPE einen alternativen kECO-Koeffizienten vor, der es ermöglicht, die in Anlage 7 vorliegenden Erlasses festgelegte relevante Rentabilität zu erreichen.

Art. 15*septies* - In Abweichung von Artikel 15, § 1*bis* und unbeschadet von Artikel 38, § 6*bis* des Dekrets kann für Windkraftanlagen mit einer Leistung unter oder gleich 100 kW der kECO-Koeffizient auf Vorlage der Akte um höchstens 0,3 grüne Bescheinigungen je erzeugte MWh erhöht werden, wenn er es nicht ermöglicht, die in Anlage 7 vorliegenden Erlasses festgelegte relevante Rentabilität zu garantieren.

Zu diesem Zweck reicht der betroffene Stromerzeuger einen begründeten Antrag bei der Verwaltung und bei der CWaPE ein, und zwar gleichzeitig mit der Einreichung seiner in Artikel 15, § 1*bis*, Absatz 2 genannten Akte zur Beantragung von grünen Bescheinigungen.

In Absprache mit der Verwaltung schlägt die CWaPE einen alternativen kECO-Koeffizienten vor, der es ermöglicht, binnen der in Absatz 1 genannten Grenze die in Anlage 7 vorliegenden Erlasses festgelegte relevante Rentabilität zu erreichen.

Art. 15*octies* - § 1. In Abweichung von Artikel 15, § 1*bis* und unbeschadet von Artikel 38, § 6 des Dekrets kann für Stromerzeugungsanlagen, die mittels der Biogasproduktion anhand von landwirtschaftlichen Produkten oder Tierfetten funktionieren, der kECO-Koeffizient auf Vorlage der Akte erhöht werden, um die in Anlage 7 vorliegenden Erlasses festgelegte relevante Rentabilität zu erreichen.

Zu diesem Zweck reicht der betroffene Stromerzeuger einen begründeten Antrag bei der Verwaltung und bei der CWaPE ein, und zwar gleichzeitig mit der Einreichung seiner in Artikel 15, § 1*bis*, Absatz 2 genannten Akte zur Beantragung von grünen Bescheinigungen.

Wenn die CWaPE eine Abweichung von mehr als 1 Prozent feststellt zwischen der Rentabilität, die das Projekt auf der Grundlage der technisch-wirtschaftlichen Parameter, die der Anlage eigen sind, erreicht, und der in Anlage 7 festgelegten relevanten Rentabilität, bestimmt sie in Absprache mit der Verwaltung einen alternativen kECO-Koeffizienten, der es ermöglicht, die in Anlage 7 vorliegenden Erlasses festgelegte relevante Rentabilität zu erreichen.

§ 2. Die Stromerzeuger ab Anlagen, die Strom mittels der Biogasproduktion anhand von landwirtschaftlichen Produkten erzeugen, die auf der Grundlage der früher anwendbaren Regelung für grüne Bescheinigungen am 1. Mai 2014 grüne Bescheinigungen erhalten, können unter Vorbehalt von Absatz 2 eine Akte bei der CWaPE einreichen, um einen kECO-Koeffizienten zu beanspruchen, der der in Anlage 7 genannten relevanten Rentabilität entspricht.

Um zulässig zu sein, müssen die in Absatz 1 genannten Stromerzeuger ihre Akte vor dem 1. Dezember 2014 einreichen, und nachweisen, dass sie hinsichtlich der Stützungsregelung, auf die sie Anspruch haben, die relevante Rentabilität nicht erreichen.

Wenn die CWaPE feststellt, dass die in Absatz 2 genannte Anlage die erwünschte Rentabilität nicht erreicht, erlaubt sie die Änderung der Regelung für die Gewährung der grünen Bescheinigungen und bestimmt sie den neuen kECO-Koeffizienten für die restlichen Jahre der Gewährung von grünen Bescheinigungen, unbeschadet von Artikel 38, § 6 des Dekrets, welcher zum Zeitpunkt der Übermittlung der in Abs. 1 und 2 genannten Akte anwendbar ist.

Die CWaPE teilt ihren Beschluss dem Stromerzeuger und der Verwaltung binnen 45 Tagen nach Eingang der in Abs. 2 genannten Akte mit. Der neue, von der CWaPE nach Abs. 3 festgelegte kECO-Koeffizient, tritt am Tag, nachdem die CWaPE ihren Beschluss mitgeteilt hat, in Wirkung.

Die CWaPE bestimmt die Modalitäten und das in Abs. 1 genannte Verfahren zur Einreichung der Akten für den 1. Juni 2014.“

**Art. 6** - In Artikel 25 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. März 2012, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1, Absatz 1 wird durch folgenden Text ersetzt: “Vor dem Ende des zweiten, auf ein abgelaufenes Quartal folgenden Monats müssen die Stromversorger, die Netzbetreiber, die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Sicherung ihrer eigenen Versorgung sind, und die konventionellen Eigenerzeuger der CWaPE eine Anzahl grüner Bescheinigungen zurückgeben, die der Quote, die ihnen gemäß dem vorliegenden Artikel auferlegt wird, entspricht. Zu diesem Zweck übermitteln sie der CWaPE die Anzahl, die Merkmale der grünen Bescheinigungen, die sie in ihrer Quote buchen wollen, sowie den Gesamtbetrag der in der Wallonischen Region während des berücksichtigten Quartals getätigten Lieferungen oder die Menge des während des betreffenden Quartals selbst verbrauchten Stroms. Die CWaPE entnimmt die gegebene Anzahl grüner Bescheinigungen, wobei sie mit den ältesten anfängt.“

2° in Paragraph 1, Absatz 2 wird das Wort “und” zwischen den Wörtern “Die Stromversorger” und “die Netzbetreiber” durch ein Komma ersetzt und werden die Wörter “, die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Sicherung ihrer eigenen Versorgung sind, und die konventionellen Eigenerzeuger” zwischen die Wörter “die Netzbetreiber” und “müssen” eingefügt.

3° Paragraph 2, 1° wird durch folgende Wortfolge ersetzt: “für den Netzbetreiber auf der Grundlage des von diesem für den eigenen Bedarf verbrauchten Stroms und gegebenenfalls auf der Grundlage des den von diesem Netzbetreiber versorgten Endverbrauchern gelieferten Stroms.”;

4° Paragraph 2 wird durch einen Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

4° für den konventionellen Eigenerzeuger, auf der Grundlage des von Letzterem für seinen eigenen Bedarf selbst erzeugten Stroms.“;

5° in Paragraph 3 werden die Wörter „26,7 % zwischen dem 1. Januar 2015 und dem 31. Dezember 2015“ und die Wörter „30,4 % zwischen dem 1. Januar 2016 und dem 31. Dezember 2016“ durch „27,7 % zwischen dem 1. Januar 2015 und dem 31. Dezember 2015“ und „31,4 % zwischen dem 1. Januar 2016 und dem 31. Dezember 2016“ ersetzt;

6° in Paragraph 4, Abs. 3 wird die Wortfolge „in der Anlage 4 vorliegenden Erlasses“ zwischen „aus erneuerbaren Quellen“ und „festgelegt haben wird“ eingefügt;

7° in Paragraph 5 wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Wenn ein konventioneller Eigenerzeuger, der mindestens 1,25 GWh pro Quartal produziert, direkt oder über einen Verband eine Vereinbarung mit der Wallonischen Region unterzeichnet hat, die auf eine kurz-, mittel- oder langfristige Verbesserung seiner Energieeffizienz abzielt, kann dieser eine Verringerung der Anzahl grüner Bescheinigungen, die gemäß den Bestimmungen von § 1 bis § 3 der CWaPE zu übermitteln sind, in Anspruch nehmen.“;

8° in Paragraph 5, Absatz 2, der nun zum Absatz 3 wird, wird die Wortfolge „der betreffende Verbraucher“ durch „der Verbraucher oder der konventionelle Eigenerzeuger nach Abs. 1 und 2“ ersetzt.

9° in Paragraph 5 wird Absatz 3, der nun zum Absatz 4 wird, durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Die in Abs. 1 und 2 genannte Verminderung der Anzahl grüner Bescheinigungen entspricht einer Verminderung der Quote nach den folgenden Formeln, die auf die Unternehmen angewandt werden, die im Sinne der Branchenvereinbarungen eine geographische und technische Einheit bilden:

1° für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs zwischen 0 und 5 GWh einschließlich: Anwendung von 75 % der in § 3 erwähnten jährlichen Quote;

2° für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs zwischen 5 und 25 GWh einschließlich: Anwendung von 50 % der in § 3 erwähnten jährlichen Quote;

3° für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs zwischen 25 und 75 GWh einschließlich: Anwendung von 15 % der in § 3 erwähnten jährlichen Quote;

4° für den Anteil des vierteljährlichen Stromverbrauchs über 75 GWh: Anwendung von 10 % der in § 3 erwähnten jährlichen Quote.“;

10° in Paragraph 5, Absatz 5, der nun zum Absatz 6 wird, wird die Wortfolge „im Sinne von Absatz 1 Punkt 2“ aufgehoben;

11° in Paragraph 5, Absatz 6, der nun zum Absatz 7 wird, wird die Wortfolge „in Absatz 1 Punkt 1 erwähnten“ aufgehoben;

12° in Paragraph 5 wird zwischen die Absätze 6 und 7, die nun die Absätze 7 und 8 werden, ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Um die Verminderung in Anspruch nehmen zu können, übermittelt der in Absatz 2 genannte konventionelle Eigenerzeuger der CWaPE vor dem Ende des zweiten Monats nach einem abgelaufenen Quartal die Daten über das Volumen des für seinen Eigenbedarf selbst erzeugten Stroms sowie den betreffenden Jahrgang. Die CWaPE bestimmt die Modalitäten für die Übermittlung und Kontrolle dieser Daten.“;

13° in Paragraph 5, Absatz 7, der nun Absatz 9 wird, werden die Wörter „oder konventionellen Eigenerzeuger“ zwischen „auf jeden Endverbraucher“ und „, der sie verursacht hat“ eingefügt.

14° in Paragraph 5 wird der letzte Absatz durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Der Stromverbrauch des Stromversorgers in Pumpspeicherkraftwerken, der der elektrischen Energie entspricht, die für den Pumpvorgang benutzt wird, gilt nicht als Eigenbedarf des Stromversorgers nach § 2, 1°.“;

15° in denselben Artikel wird ein Paragraph 6° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ 6. Die kraft Artikel 33, 2° und 3° des Dekrets geschützten Kunden werden von den Quoten des laufenden Jahres befreit.

Wenn die Stromversorgung der in Absatz 1 genannten geschützten Kunden durch einen Netzbetreiber gewährleistet wird, werden die Kostensenkungen, die sich aus den Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen ergeben, direkt auf die Haushaltsendverbraucher der Netzbetreiber übertragen, die diese geschützten Kunden versorgen.

Wenn die Stromversorgung der in Absatz 1 genannten geschützten Kunden durch einen Stromversorger gewährleistet wird, werden die Kostensenkungen, die sich aus den Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen ergeben, unmittelbar auf jeden geschützten Kunden übertragen, der sie verursacht hat.“.

**Art. 7** - In Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort „und“ zwischen den Wörtern „durch die Stromversorger“ und „die Netzbetreiber“ durch ein Komma ersetzt, und wird der Satz durch folgende Wörter ergänzt: „, die Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Sicherung ihrer eigenen Versorgung sind, und die konventionellen Eigenerzeuger.“;

2° in Absatz 3 wird das Wort „oder“ zwischen den Wörtern „dem betroffenen Stromversorger“ und „Betreiber eines Verteilernetzes“ durch ein Komma ersetzt und werden die Wörter „, der Inhaber einer begrenzten Versorgungslizenz im Hinblick auf die Sicherung seiner eigenen Versorgung ist, oder konventionellen Eigenerzeuger“ zwischen die Wörter „Betreiber eines Verteilernetzes“ und „per Einschreiben“ eingefügt.

Art. 8 - In denselben Erlass werden die Anlagen 4, 5, 6, 7 und 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Anlage 4 - Informativer schrittweiser Kurs je Erzeugungsverfahren und Ziel für 2020:				
Neue Projekte: Erzeugung von zusätzlicher Elektrizität / Jahr (GWh)				
	2014	2015	2016	Ziel 2020 ... (zusammengerechneter zusätzlicher Strom)
PV <=10 kW	43	43	43	300
PV > 10 kW	30	36	41	400
Windkraft	220	255	310	2.700
Wasserkraft	10	10	10	50
	-	-	-	
Geothermik				50
Biogas	15	17	21	375
Feste und flüssige Biomasse (KWK od. sonst.)	22	23	24	550
<b>Gesamt EEQ-elek</b>	<b>340</b>	<b>384</b>	<b>449</b>	<b>4.425</b>
Fossile KWK	45	69	75	940
<b>Gesamter Grünstrom</b>	<b>385</b>	<b>453</b>	<b>524</b>	<b>5.365</b>

Anlage 5 - Anzahl Jahre der Gewährung von grünen Bescheinigungen je nach Erzeugungsverfahren und Sparte					
Erzeugungsverfahren (Sparte)	Untersparte	Leistungssegmente	Dauer der Gewährung (in Jahren)		
Photovoltaik	Kleinanlagen	P ≤ 10 kW	10		
	Großanlagen	10 kW < P ≤ 250 kW	10		
		P > 250 kW	10		
Kleine Windkraftanlagen (≤ 100 kW)		P < 100 kW	15		
Mittlere und große Windkraftanlagen		100 kW < P < 1 MW	15		
		P ≥ 1 MW	15		
Wasserkraft		P < 10 kW	15		
		10 kW < P < 100 kW	15		
		100 kW < P < 1 MW	15		
		P > 1 MW	15		
Flüssige und feste Biomasse		Kraft-Wärme-Kopplung f. feste Biomasse	P < 500 kW	15	
			500 kW < P < 1 MW	15	
			1 MW < P < 5 MW	15	
		Biomasse-Strom		P > 5 MW	15
				Bioflüssige KWK	
				100 kW < P < 500 kW	15
				500 kW < P < 1 MW	15
				P > 1 MW	15
				Tierfette	15
		Biogas		Biogas-KWK	P < 10 kW
P < 200 kW	15				
200-600 kW	15				
600-1500 kW	15				
> 1500 kW	15				
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff		P < 10 kW	15		
		10 kW < P < 100 kW	15		
		100 kW < P < 500 kW	15		
		500 kW < P < 1 MW	15		
		P > 1 MW	15		

Anlage 6 - Jahresgesamtpaket der grünen Bescheinigungen für die zusätzlichen Projekte des betreffenden Jahres für die Jahre 2014 bis 2016

- a) 284.000 GB für die Projekte 2014;  
 b) 477.000 GB für die Projekte 2015;  
 c) 543.000 GB für die Projekte 2016.

Anlage 7 - Relevante Rentabilität je Sparte und Untersparte				
Erzeugungsverfahren (Sparte)	Untersparte	Leistungs-segmente	Dauer der Gewährung (in Jahren)	
Photovoltaik	Kleinanlagen	P<=10kW	Qualiwatt-Regelung	
	Großanlagen	10kW<P<=250kW	7%	
Kleine Windkraftanlagen (<= 100 kW)		P<100kW	7%	
Mittlere und große Windkraftanlagen		100kW<P<1MW	7%	
		P>=1MW	7%	
Wasserkraft		P<10kW	7%	
		10kW<P<100kW	7%	
		100kW<P<1MW	7%	
		P>1MW	7%	
Flüssige und feste Biomasse		Kraft-Wärme-Kopplung f. feste Biomasse	P<500kW	9%
			500kW<P<1MW	9%
			1MW<P<5MW	9%
		Biomasse-Strom Bioflüssige KWK	P>5MW	9%
			P<100kW	9%
			100kW<P<500kW	9%
			500kW<P<1MW	9%
			P>1MW	9%
			Tierfette	9%
			Biogas	
P < 200 kW	8%			
200-600 kW	8%			
600-1500 kW	8%			
> 1500 kW	9%			
Kraft/Wärme-Kopplung mit fossilem Brennstoff			P<10kW	9%
			10kW<P<100kW	9%
			100kW<P<500kW	9%
			500kW<P<1MW	9%
			P>1MW	9%

Anlage 8 - Verfügbare Pakete von grünen Bescheinigungen je Sparte für die neuen Projekte, für den Zeitraum 2014-2016

**Neue Projekte: Zusätzliche grüne Bescheinigungen pro Jahr**

	2014 partim	2015	2016
PV > 10 kW	52.000	79.600	77.000
Windkraft	148.900	258.900	314.500
Wasserkraft	13.350	20.000	20.000
Biogas	25.250	43.700	53.000
Feste und flüssige Biomasse (KWK od. sonst.)	37.100	57.500	60.000
Fossile KWK	7.400	17.300	18.500
<b>Gesamter Grünstrom</b>	<b>284.000</b>	<b>477.000</b>	<b>543.000</b>

KAPITEL II — *Bestimmung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms*

**Art. 9** - In Artikel 6, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms wird die Wortfolge "oder der Vorlage eines Belegs für den Antrag zur Teilnahme an einer zertifizierenden Ausbildung in einem von der Wallonischen Region anerkannten Ausbildungszentrum" zwischen "anerkannten Ausbildung über Photovoltaikanlagen" und ", und der in Artikel 19bis, §§ 6, Absatz 1, 4° genannten Bedingung" eingefügt.

KAPITEL III — *Übergangs-, Inkrafttretens- und Schlussbestimmungen*

**Art. 10** - Vorliegender Erlass ist nicht auf die Erzeugungseinheiten anwendbar, für die die vorherige Erteilung einer Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung erforderlich ist, und die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses eine endgültige Genehmigung erhalten haben; er ist auch nicht auf die Erzeugungseinheiten anwendbar, die am Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses Gegenstand der Kontrollbesichtigung nach der allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen gewesen sind.

**Art. 11** - Vorliegender Erlass tritt am 1. Juli 2014 in Kraft, unter Vorbehalt von Absatz 2.

Artikel 15, § 1bis, Absätze 11 bis 13 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, eingefügt durch Artikel 4 vorliegenden Erlasses, ist ab dem 1. Januar 2015 auf die Photovoltaikanlagen mit einer Leistung über 10 kW anwendbar.

**Art. 12** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Energiewesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203206]

**3 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 34, 4°, b), vervangen bij het decreet van 17 juli 2008, artikel 38, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, artikel 38, § 6bis, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en artikel 39, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 juli 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 maart 2012;

Gelet op het advies CD-12e07-CWaPE-380 van de « CWaPE » van 9 mei 2012;

Gelet op het advies Nr. 5-2012 van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest) van 2 mei 2012;

Gelet op het advies A.1069 van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) van 7 mei 2012;

Gelet op het advies CWEDD/12/AV.524 van de "Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable" (Waalse milieuraad voor duurzame ontwikkeling) van 8 mei 2012;

Gelet op het advies nr. 55.203/4 van de Raad van State, gegeven op 26 februari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister die voor het energiebeleid bevoegd is;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling*

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009, wordt aangevuld met een punt 11°, luidend als volgt:

« 11°bis « Administratie » : het Departement Energie en Duurzaam Gebouw van het Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie van de Waalse Overheidsdienst; ».

**Art. 2.** In artikel 10 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste zin van het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« , en een overeenkomstig artikel 15, § 1bis, aan de Administratie overgemaakt technisch-financieel dossier met de volgende elementen :



1° een afschrift van alle documenten als bewijs van de globale prijs van de investeringen betreffende de productie-installatie;

2° een afschrift van alle documenten betreffende de verschillende tegemoetkomingen ontvangen voor de uitvoering van de installatie, met name de steun tot investering;

3° een financiële analyse tot bepaling van de productiekosten voor groene elektriciteit;

4° een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de verstrekte informatie volledig is en voor echt verklaard werd;

5° een afschrift van de verkregen milieuvergunning of eenmalige vergunning als het project eraan onderworpen is. »;

2° in de tweede zin van het eerste lid worden de woorden « Deze modaliteiten » vervangen door de woorden « De modaliteiten bepaald door de "CWaPE" »;

3° de tweede zin van het eerste lid wordt het tweede lid en wordt ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, dat het derde lid wordt;

4° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden « In afwijking van het vorige lid » vervangen door de woorden « In afwijking van het eerste en het tweede lid »;

**Art. 3.** Artikel 13, § 1, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt aangevuld met de woorden « , desgevallend, na aanvaarding van het dossier door de Administratie overeenkomstig artikel 15, § 1bis. ».

**Art. 4.** Artikel 15 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 oktober 2013, wordt aangevuld met een paragraaf 1bis, luidend als volgt :

« § 1bis. In afwijking van paragraaf 1 wordt het recht op het verkrijgen van groene certificaten vanaf 1 juli 2014 voor andere productie-eenheden dan installaties voor de productie van elektriciteit d.m.v. fotovoltaïsche panelen met een nettovermogen lager dan 10 kW, beperkt tot tien of vijftien jaar langs het productiekanaal conform bijlage 5 en wordt het onderworpen aan de voorafgaande aanvaarding door de administratie van het dossier betreffende de aanvraag van groene certificaten.

De producent bedoeld in het eerste lid die vanaf een gegeven jaar groene certificaten wenst te verkrijgen voor zijn productie-eenheid moet vooraf bij de Administratie een aanvraagdossier indienen dat de volgende elementen bevat :

1° het technisch-financieel dossier bedoeld in artikel 10, eerste lid;

2° een kalender van de fasen die aan de inbedrijfstelling voorafgaan;

3° een vaste datum op grond waarvan de eerste datum van toekenning van de groene certificaten bepaald kan worden;

4° een lijst van de argumenten op grond waarvan de haalbaarheid van het project aangetoond wordt;

5° een raming van het aantal groene certificaten waarop het project aanspraak zou kunnen maken. Voor de projecten waarvan het doel erin bestaat een bestaande installatie weer op niveau te brengen (repowering of retrofit), wordt een raming gestuurd van het aantal bijkomende groene certificaten ten opzichte van het aantal groene certificaten toegekend onder het stelsel van kracht voordat de installatie weer op niveau gebracht werd. Voor de bepaling van het aantal groene certificaten toegekend onder het stelsel van kracht voordat de installatie weer op niveau gebracht werd, gaat de producent uit van het jaarlijks gemiddelde van het aantal groene certificaten toegekend in de loop van de 3 laatste werkingsjaren.

Als het dossier bovenbedoelde elementen niet bevat, wordt het door de Administratie onontvankelijk verklaard.

De Administratie evalueert de ernst en de geloofwaardigheid van het aanvraagdossier op basis van de verschillende elementen bedoeld in het tweede lid. Na dat onderzoek bepaalt de Administratie of ze voor die aanvrager, naar gelang van de voor het gewenste jaar overeenkomstig bijlage 6 vastgelegde globale enveloppe van bijkomende groene certificaten en van de overeenkomstig lid 8 vastgelegde enveloppe van bijkomende groene certificaten voor dat kanaal, het recht kan openen op het verkrijgen van groene certificaten overeenkomstig het eerste lid. Binnen hetzelfde kanaal wordt voorrang verleend aan de aanvragers van wie de in het tweede lid, 3°, bedoelde datum de recentste is. Als het aantal bijkomende groene certificaten betreffende dat kanaal al bereikt is voor het gewenste jaar, wordt de aanvraag van groene certificaten voor die producent opgenomen op de wachtlijst met het oog op de opening op 1 september van het kalenderjaar van de enveloppe van groene certificaten interkanalen, zonder beperking van de toekenningsduur bedoeld in het eerste lid. Overeenkomstig het negende lid, wordt de aanvraag van groene certificaten voor die producent, als de flexibiliteit van 15 % bedoeld in dat lid bereikt is voor het gewenste jaar, opgenomen op de wachtlijst van de enveloppe van groene certificaten van het volgende kalenderjaar wat dat kanaal betreft, zonder beperking van de toekenningsduur bedoeld in het eerste lid. Die beslissing wordt binnen 45 dagen meegedeeld aan de « CWaPE » en aan de producent die een aanvraagdossier heeft ingediend overeenkomstig het tweede lid.

De producent geeft de Administratie elk ogenblik kennis van de eventuele wijzigingen die in zijn dossier aangebracht worden.

Als een producent zich niet houdt aan de vaste datum die hij overeenkomstig het tweede lid, 3°, voorstelt, wordt de in het eerste lid bedoelde termijn van toekenning van groene certificaten van rechtswege verminderd met de duur van de achterstand. Een dergelijke sanctie is echter niet toepasselijk als de achterstand aan externe oorzaken te wijten is. De beoordeling van die oorzaken wordt aan de Administratie overgelaten.

De globale jaarlijkse enveloppe van bijkomende groene certificaten wordt door de Regering bepaald op voorstel van de Minister. Die enveloppe wordt vastgelegd op basis van de quota bedoeld in artikel 25, § 3, om onrechtstreeks en geleidelijk te komen tot een bijdrage van 8.000 GWu hernieuwbare elektriciteit geproduceerd in Wallonië tegen 2020 volgens een indicatieve verdeling onder kanalen zoals verduidelijkt in bijlage 4, waarbij een terugkeer naar evenwicht op de markt van de groene certificaten beoogd wordt. Voor de jaren 2014 tot 2016 ligt de jaarlijkse enveloppe van bijkomende groene certificaten vast in bijlage 6. In geval van verlaging van het volume van groene certificaten toegekend aan bestaande installaties, als gevolg van de door de « CWaPE » vastgestelde definitieve stopzetting van één of meer installaties, kan de Administratie overgaan tot de toevoeging van het volume van groene certificaten dat overeenstemt met de enveloppen per kanaal bedoeld in het achtste lid. Die toevoeging mag in geen geval aanleiding geven tot een verhoging van het volume van groene certificaten boven 3,5 miljoen en de globale enveloppe bedoeld in bijlage 6. Dat volume wordt onder de kanalen verdeeld naar rato van de in bijlage 8 bedoelde enveloppen van bijkomende certificaten.

Met inachtneming van de globale jaarlijkse enveloppe bedoeld in bijlage 6, worden de enveloppen van bijkomende groene certificaten per kanaal na advies van de « CWaPE » door de Regering vastgelegd naar gelang van het percentage van toekenning van groene certificaten en zodat gestreefd wordt naar het traject per kanaal zoals bedoeld in bijlage 4. Voor de periode 2014-2016 liggen de enveloppen van bijkomende groene certificaten per kanaal in bijlage 8 vast.

Op de eerste dag van elk kwartaal publiceert de Administratie op haar site het aantal aanvraagdossiers waarvoor het recht op het verkrijgen van groene certificaten geopend werd, de hoeveelheid per kanaal en per jaar geschatte groene certificaten die het voorwerp van een reservatie hebben uitgemaakt, het volume van groene certificaten die per kanaal als overblijvend geschat worden ten opzichte van de enveloppen die in bijlage 8 vastliggen alsook het volume van groene certificaten opgenomen op de wachtlijst. Op dezelfde datum voert de Administratie controle op de opvolging van de indicatieve trajecten bedoeld in bijlage 4. De groene certificaten van de enveloppen van per kanaal bijkomende groene certificaten die nog niet het voorwerp zijn geweest van een reservatie voor het lopende jaar worden jaarlijks op 1 september door de Administratie overgedragen naar een enveloppe van groene certificaten interkanalen. Op die basis opent de Administratie het recht op groene certificaten voor de projecten opgenomen op de wachtlijst van de enveloppe van groene certificaten interkanalen, met inachtneming van de rang ervan, overeenkomstig het vierde lid. Het volume van groene certificaten van een kanaal dat in aanmerking komt voor die overdracht naar de enveloppe van groene certificaten interkanalen mag niet hoger zijn dan 15 percent van de in lid 8 bedoelde enveloppe van bijkomende groene certificaten van dat kanaal.

Om de drie jaar wordt naast de evaluatie van de quota's bedoeld in artikel 25, §§ 3 en 4, door de Regering een evaluatie gemaakt van de trajecten per kanaal, op basis van een rapport van de "CWAPE" en van de Administratie. Die evaluatie slaat op de vastgestelde en verwachte evolutie van wat elk kanaal kan produceren, ten opzichte van de in bijlage 4 bedoelde indicatieve verdeling onder kanalen, alsook op de vastgestelde en verwachte evolutie op de markt van de groene certificaten, rekening houdend met het mechanisme inzake evaluatie van de quota's bedoeld in artikel 25, §§ 3 en 4. De Regering bepaalt de trajecten per kanaal zodat voortdurend een periode van 8 jaar gedekt wordt. De in bijlage 4 bedoelde trajecten per kanaal worden desgevallend aangepast door de Regering.

Voor elk betrokken kanaal voor de productie van groene elektriciteit wordt het aantal toegekende groene certificaten berekend als volgt :

toegekende groene certificaten = Eenp x kCO<sub>2</sub> x kECO

De berekening bedoeld in het elfde lid wordt gemaakt als volgt :

1° Eenp = geproduceerde netto-elektriciteit uitgedrukt in MWu;

2° kCO<sub>2</sub> = coëfficiënt van de reële CO<sub>2</sub>-prestatie van het overwogen project, berekend overeenkomstig het ministerieel besluit van 12 maart 2007 tot bepaling van de procedures en de meetcode voor elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en/of warmtekrachtkoppeling;

3° kECO = economische coëfficiënt per kanaal van toepassing over 10 of 15 jaar, vastgelegd door de « CWaPE » in samenspraak met de Administratie, om een referentie-rendabiliteitsniveau te waarborgen zoals bepaald in bijlage 7 bij dit besluit;

4° het resultaat van het product van "kCO<sub>2</sub> x kECO" mag niet hoger zijn dan het maximum vastgelegd bij artikel 38, § 6bis, van het decreet.

Voor het geheel van de groene stroomkanalen kan de Regering voorzien in maximale toekenningspercentages, waarbij het maximum bedoeld in artikel 38, § 6bis, van het decreet niet overschreden mag worden.

In afwijking van het elfde lid, wordt voor de kanalen van door waterkracht opgewekte elektriciteit, van elektriciteit geproduceerd d.m.v. fotovoltaïsche panelen met een netto-vermogen boven 11 kW en d.m.v. windmolens een coëfficiënt « &#61554; » tot rechtzetting van het toekenningspercentage waarmee het percentage van toekenning van groene certificaten gemoduleerd kan worden naar gelang van het prijsniveau van de elektriciteitsmarkt ENDEX, toegepast als volgt

toegekende groene certificaten = Eenp x kCO<sub>2</sub> x kECO

De correctiecoëfficiënt « rho » is gelijk aan 1 gedurende de drie eerste jaren. In samenspraak met de Administratie evalueert de « CWaPE » om de drie jaar, te rekenen van de eerste dag van toekenning van de groene certificaten voor een betrokken project, het toekenningspercentage door toepassing van de correctiecoëfficiënt « rho ». Het percentage van toekenning van groene certificaten wordt aangepast met het oog op de handhaving van een steunniveau dat overeenstemt met het referentie-steunniveau dat voor het kanaal gold op het moment van de beslissing tot toekenning voor de 3 volgende jaren, als de reële evolutie van de prijzen van de elektriciteit ENDEX met 10 % naar boven of naar beneden afgeweken is ten opzichte van de aanvankelijk in aanmerking genomen parameters inzake prijzevolutie.

Tijdens de gezamenlijke periode van toekenning van groene certificaten worden de energetische rendementen van de moderne referentie-installaties gehandhaafd op het niveau van de waarden die van kracht zijn wanneer de eerste groene certificaten aan de betrokken productie-eenheid toegekend worden.

Om de twee jaar herzielt de « CWaPE », in samenspraak met de Administratie, de coëfficiënten kECO die toepasselijk zijn op de nieuwe projecten, met uitzondering van de coëfficiënt kECO van het fotovoltaïsche kanaal en de verhoging bedoeld in artikel 15quater, derde lid, die om de zes maanden herzien worden. Bij wijze van uitzondering kan de « CWaPE », in samenspraak met de Administratie, voor nieuwe projecten en na goedkeuring door de Regering, tussen twee boekjaren de coëfficiënt kECO voor één van de kanalen herzien als ze een bijzonder sterke evolutie van een parameter vaststelt waardoor de referentie-rendabiliteit zoals omschreven in bijlage 7 ongunstig beïnvloed wordt.

Voor de berekening van de kECO bedoeld in het twaalfde lid, 3°, legt de « CWaPE », in samenspraak met de Administratie, een methodologie voor aan de Regering, die ze goedkeurt en desgevallend aanpast. De methodologie houdt rekening met de technische, economische en financiële parameters betreffende de volgende variabelen :

1° technische variabelen van de kanalen : afschrijvingsduur, netto elektrisch en/of thermisch rendement, gebruiksduur, aandeel autoconsumptie van de elektriciteit;

2° variabelen betreffende de kosten : in aanmerking komende investeringskosten, brandstofkosten, jaarlijkse kosten inzake verrichting en onderhoud in percentage van de investering, ontmantelingskosten, fiscale lasten, met name de effectieve gemiddelde belasting op de vennootschappen zoals bekendgemaakt door de Hoge raad van Financiën;

3° variabelen betreffende de verwachte inkomsten :

a) referentie elektriciteitsprijs: jaarlijkse gemiddelde forward prijs ENDEX gedurende de eerste twee jaren, vervolgens trendprijs voor de volgende jaren volgens de referentiebronnen;

b) eventuele bijkomende steun.

De nieuwe coëfficiënten kECO die resulteren uit de herzieningsprocedure bedoeld in lid 18 worden uiterlijk drie maanden voor hun inwerkingtreding bekendgemaakt.

Voor een gegeven productie-eenheid is de toepasselijke steunregeling degene die van kracht is op het tijdstip van de overlegging van het in lid 2 bedoelde dossier betreffende de aanvraag van groene certificaten. ».

**Art. 5.** In hetzelfde besluit worden tussen artikel 15quinquies en artikel 16 twee artikelen ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 15sexies. In afwijking van artikel 15, § 1bis, kan de coëfficiënt kECO voor hydro-elektrische installaties op basis van een dossier verhoogd worden met maximum 1,5 groene certificaat per geproduceerde MWu, onverminderd artikel 38, § 6bis, van het decreet, als hij de referentie-rendabiliteit niet kan garanderen zoals vastgelegd in bijlage 7 bij dit besluit.

Daartoe richt de betrokken producent een gemotiveerde aanvraag aan de Administratie en aan de « CWaPE », tegelijkertijd met de indiening van zijn in artikel 15, § 1bis, tweede lid, bedoelde dossier m.b.t. de aanvraag van groene certificaten.

De « CWaPE » stelt, in samenspraak met de Administratie, een alternatieve coëfficiënt kECO voor waarmee de in bijlage 7 van dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden.

**Art. 15septies.** In afwijking van artikel 15, § 1bis, kan de coëfficiënt kECO voor windinstallaties met een vermogen van 100 kW of minder op basis van een dossier verhoogd worden met maximum 0,3 groen certificaat per geproduceerde MWu, onverminderd artikel 38, § 6bis, van het decreet, als hij de referentie-rendabiliteit niet kan garanderen zoals vastgelegd in bijlage 7 bij dit besluit.

Daartoe richt de betrokken producent een gemotiveerde aanvraag aan de Administratie en aan de « CWaPE », tegelijkertijd met de indiening van zijn in artikel 15, § 1bis, tweede lid, bedoelde dossier m.b.t. de aanvraag van groene certificaten.

De « CWaPE » stelt, in samenspraak met de Administratie, een alternatieve coëfficiënt kECO voor waarmee de in bijlage 7 van dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden binnen de grens bedoeld in het eerste lid.

**Art. 15octies.** § 1<sup>er</sup>. In afwijking van artikel 15, § 1bis, kan de coëfficiënt kECO voor installaties die elektriciteit produceren vanaf de biomethanisering van landbouwproducten of dierlijke vetten op basis van een dossier verhoogd worden om het in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteitsniveau te bereiken, onverminderd artikel 38, § 6, van het decreet.

Daartoe richt de betrokken producent een gemotiveerde aanvraag aan de Administratie en aan de « CWaPE », tegelijkertijd met de indiening van zijn in artikel 15, § 1bis, tweede lid, bedoelde dossier m.b.t. de aanvraag van groene certificaten.

Als de « CWaPE » een verschil van meer dan 1 percent vaststelt tussen de rendabiliteit verkregen door het project op basis van de technisch-economische parameters van de installatie en de referentie-rendabiliteit bedoeld in bijlage 7, legt ze in samenspraak met de Administratie, een alternatieve coëfficiënt kECO vast waarmee de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden.

§ 2. De producenten van elektriciteit d.m.v. installaties voor biomethanisatie in de landbouw die op 1 mei 2014 in het genot waren van groene certificaten op basis van het stelsel van de groene certificaten dat voorheen toepasselijk was, kunnen, onder voorbehoud van het tweede lid, een dossier aan de « CWaPE » richten om in aanmerking te komen voor een coëfficiënt kECO die overeenstemt met de referentie-rendabiliteit bedoeld in bijlage 7.

Om in aanmerking te komen moeten de in het eerste lid bedoelde producenten hun dossier voor 1 december 2014 indienen en aantonen dat ze de referentie-rendabiliteit niet bereiken ten opzichte van de steunregeling die ze genieten.

Als de « CWaPE » vaststelt dat de rendabiliteit van de installatie bedoeld in het tweede lid niet volstaat, stemt ze in met de verandering van het stelsel tot toekenning van groene certificaten en bepaalt ze de nieuwe coëfficiënt kECO voor het saldo van de nog te lopen jaren waarin groene certificaten toegekend worden, onverminderd artikel 38, § 6, van het decreet, waarbij dit laatste toepasselijk is op het tijdstip van de overlegging van het dossier bedoeld in het eerste en het tweede lid.

De « CWaPE » geeft de producent en de Administratie kennis van haar beslissing binnen 45 dagen na ontvangst van het dossier bedoeld in het tweede lid. De nieuwe coëfficiënt kECO vastgelegd door de « CWaPE », overeenkomstig het derde lid, heeft uitwerking de dag nadat de « CWaPE » haar beslissing heeft meegedeeld.

De « CWaPE » bepaalt voor 1 juni 2014 de modaliteiten en de in het eerste lid bedoelde procedure tot indiening van de dossiers. ».

**Art. 6.** In artikel 25 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf, eerste lid, wordt het woord « en » tussen de woorden « de leveranciers » en « de netbeheerders » vervangen door een komma « , »; de woorden « , de houders van een beperkte leveringsvergunning om hun eigen levering te waarborgen en de conventionele zelfproducenten » worden ingevoegd tussen de woorden « netbeheerders » en « een aantal groene certificaten » en de woorden « of de hoeveelheid elektriciteit zelf verbruikt in de loop van het in overweging genomen kwartaal » worden ingevoegd tussen de woorden « verricht in het Waalse Gewest in de loop van het in overweging genomen kwartaal » en de woorden « . De "CWAPE" neemt het gegeven aantal groene certificaten op »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, wordt het woord « en » tussen de woorden « de leveranciers » en « de netbeheerders » vervangen door een komma « , », en worden de woorden « houders van een beperkte leveringsvergunning om hun eigen levering te waarborgen en de conventionele zelfproducenten » ingevoegd tussen de woorden « netbeheerders » en de woorden « een aantal groene certificaten »;

3° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden « op grond van de elektriciteit die hij voor eigen gebruik verbruikt en op grond van de elektriciteit » ingevoegd tussen de woorden « voor de leverancier, op grond van de elektriciteit » en de woorden « die hij levert »;

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

« 4° voor de conventionele zelfproducent, op basis van de elektriciteit die hij zelf produceert voor eigen gebruik. »;

5° in paragraaf 3 worden de woorden « 26,7 % tussen 1 januari 2015 en 31 december 2015 » en « 30,4 % tussen 1 januari 2016 en 31 december 2016 » vervangen door de woorden « 27,7 % tussen 1 januari 2015 en 31 december 2015 » en « 31,4 % tussen 1 januari 2016 en 31 december 2016 »;

6° in paragraaf 4, derde lid, worden de woorden « in bijlage 4 bij dit besluit » ingevoegd tussen de woorden « die ze » en « bepaald zal hebben inzake warmte geproduceerd vanaf hernieuwbare bronnen »;

7° in paragraaf 5 wordt tussen het eerste en het tweede lid volgend lid ingevoegd :

« Als een conventionele zelfproducent die minimum 1,25 GWu per kwartaal produceert rechtstreeks of via een federatie een overeenkomst met het Waalse Gewest heeft gesloten om zijn energetische efficiëntie op korte, middellange en lange termijn te verbeteren, kan hij in aanmerking komen voor een vermindering van het aantal groene certificaten dat overeenkomstig de paragrafen 1 tot 3 aan de « CWaPE » overgemaakt moeten worden. »;

8° in het tweede lid van paragraaf 5, dat het derde lid wordt, wordt het woord « bovengenoemde » geschrapt en worden de woorden « of de conventionele zelfproducent bedoeld in het eerste en het tweede lid » ingevoegd tussen de woorden « afnemer » en « de in punt 1 bedoelde overeenkomst »;

9° het derde lid van paragraaf 5, dat het vierde lid wordt, wordt vervangen als volgt :

« De vermindering van het aantal groene certificaten bedoeld in het eerste en het tweede lid stemt overeen met een quotavermindering volgens de onderstaande formules, toegepast op de ondernemingen die een geografische en technische entiteit vormen in de zin van de vakovereenkomsten :

1° voor het gedeelte van het driemaandelijkse elektriciteitsverbruik van 0 tot en met 5 GWu, toepassing van 75 % van het jaarlijkse quotum bedoeld in paragraaf 3;

2° voor het gedeelte van het driemaandelijkse elektriciteitsverbruik van 5 tot en met 25 GWu, toepassing van 50 % van het jaarlijkse quotum bedoeld in paragraaf 3;

3° voor het gedeelte van het driemaandelijkse elektriciteitsverbruik van 25 tot en met 75 GWu, toepassing van 15 % van het jaarlijkse quotum bedoeld in paragraaf 3;

2° voor het gedeelte van het driemaandelijkse elektriciteitsverbruik boven 75 GWu, toepassing van 10 % van het jaarlijkse quotum bedoeld in paragraaf 3; »;

10° in paragraaf 5, vijfde lid, dat het zesde lid geworden is, worden de woorden « zoals bedoeld in het eerste lid, punt 2, » geschrapt;

11° in paragraaf 5, zesde lid, dat het zevende lid geworden is, worden de woorden « zoals bedoeld in het eerste lid, punt 1 » geschrapt;

12° in paragraaf 5 wordt tussen het zesde en het zevende lid, die het zevende en het achtste lid worden, volgend lid ingevoegd :

« Om de vermindering te genieten bezorgt de conventionele zelfproducent bedoeld in het tweede lid de « CWaPE » voor het einde van de tweede maand die volgt op een afgelopen kwartaal bij gewone post de gegevens betreffende het volume elektriciteit dat hij zelf voor eigen gebruik geproduceerd heeft alsook het in overweging genomen jaar. De « CWaPE » bepaalt de modaliteiten voor de overdracht van die gegevens en voor de controle erop. »;

13° in paragraaf 5, zevende lid, dat het negende lid wordt, worden de woorden « of conventionele zelfproducent » ingevoegd tussen de woorden « op elke eindafnemer » en « die ze teweeggebracht heeft »;

14° in paragraaf 5 wordt het laatste lid vervangen als volgt :

« De verbruiken van de leverancier in de pomp-/turbinecentrales die overeenstemmen met de elektrische energie opgenomen door de oppomphandeling worden niet beschouwd als eigen gebruik van de leverancier zoals bedoeld in paragraaf 2, 1°. »;

15° in hetzelfde artikel wordt een paragraaf 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De afnemers beschermd krachtens artikel 33, 2° en 3°, van het decreet worden vrijgesteld van de quota's van het lopende jaar.

Als de levering aan de beschermde afnemers bedoeld in het eerste lid door een netbeheerder verricht wordt, worden de kostenverminderingen die uit deze paragraaf resulteren rechtstreeks afgewenteld op de residentiële eindafnemers van de netbeheerders die die beschermde afnemers bevoorraden.

Als de levering aan de beschermde afnemers bedoeld in het eerste lid door een leverancier verricht wordt, worden de kostenverminderingen die uit deze paragraaf resulteren rechtstreeks afgewenteld op elke beschermde afnemer die ze teweeggebracht heeft. ».

**Art. 7.** In artikel 30 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « en » tussen de woorden « de leveranciers » en « netbeheerders » vervangen door een komma « , » en wordt de zin aangevuld met de woorden « houders van een beperkte leveringsvergunning om hun eigen levering te waarborgen en conventionele zelfproducenten. »;

2° in het derde lid wordt het woord « of » tussen de woorden « de leverancier » en « distributienetbeheerder » vervangen door een komma « , », en worden de woorden « houder van een beperkte leveringsvergunning om hun eigen levering te waarborgen of conventionele zelfproducent » ingevoegd na het woord « distributienetbeheerder ».

Art. 8. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met de bijlagen 4, 5, 6, 7 en 8, luidend als volgt :

« Bijlage 4. Indicatief geleidelijk traject per kanaal en doelstelling 2020:				
Nieuwe projecten: Productie van bijkomende elektriciteit/jaar (GWu)				
	2014	2015	2016	Doestelling 2020 (gecumuleerd additioneel)
PV <=10 kW	43	43	43	300
PV <10 kW	30	36	41	400
Eolisch	220	255	310	2.700
Hydro	10	10	10	50
	-	-	-	
Elek. geothermie				50
Biogas	15	17	21	375
Vaste biomassa (warmtekrachtkop. of overige)	22	23	24	550
<b>Totaal SER-elek</b>	340	384	449	4.425
Fossiele warmtekrachtkop.	45	69	75	940
<b>Totaal groene elek .</b>	385	453	524	5.365

Bijlage 5. Aantal jaren toekenning van groene certificaten volgen het productiekanal en -subkanal:				
Kanalen	Subkanalen	Vermogenssegmenten	Toekenningsduur (aantal jaren)	
Fotovoltaïsch	Kleine PV Grote PV	P ≤ 10kW	10	
		10kW < P ≤ 250kW	10	
		P > 250 kW	10	
Klein eolisch (≤ 100 kW)		P < 100kW	15	
Middelgroot en groot eolisch		100kW < P < 1MW	15	
		P ≥ 1MW	15	
Hydro-elektriciteit		P < 10kW	15	
		10kW < P < 100kW	15	
		100kW < P < 1MW	15	
		P > 1MW	15	
Vaste en vloeibare biomassa	Warmtekrachtkoppeling vaste biomassa	P < 500kW	15	
		500kW < P < 1MW	15	
		1MW < P < 5MW	15	
		P > 5MW	15	
	Biomassa elektriciteit Warmtekrachtkoppeling bio-vloeibaar	P < 100kW		15
			100kW < P < 500kW	15
			500kW < P < 1MW	15
			P > 1MW	15
			Dierlijke vetten	15
				15
Biogas	Warmtekrachtkoppeling biogas	P < 10kW	15	
		P < 200 kW	15	
		200-600 kW	15	
		600-1500 kW	15	
		> 1500 kW	15	
Fossiele warmtekrachtkoppeling		P < 10kW	15	
		10kW < P < 100kW	15	
		100kW < P < 500kW	15	
		500kW < P < 1MW	15	
		P > 1MW	15	

Bijlage 6. Globale jaarlijkse enveloppe van groene certificaten voor de bijkomende projecten van het in overweging genomen jaar voor de jaren 2014 tot 2016

- a) 284.000 CV voor de projecten van 2014 ;
- b) 477.000 CV voor de projecten van 2015 ;
- c) 543.000 CV voor de projecten van 2016.

Bijlage 7. Referentie-rendabiliteitsniveau's per kanaal en subkanaal				
Kanalen	Subkanalen	Vermogensegmenten	Toekenningsduur (aantal jaren)	
Fotovoltaïsch	Kleine PV	P<=10kW	Stelsel Quali watt	
	Grote PV	10kW<P<=250kW	7%	
Klein eolisch (<= 100 kW)		P<100kW	7%	
Middelgroot en groot eolisch		100kW<P<1MW	7%	
		P>=1MW	7%	
Hydro-elektriciteit		P<10kW	7%	
		10kW<P<100kW	7%	
		100kW<P<1MW	7%	
		P>1MW	7%	
Vaste en vloeibare biomassa	Warmtekrachtkoppeling vaste biomassa	P<500kW	9%	
		500kW<P<1MW	9%	
		1MW<P<5MW	9%	
		P>5MW	9%	
	Biomassa elektriciteit Warmtekrachtkoppeling bio-vloeibaar			9%
		P<100kW	9%	
		100kW<P<500kW	9%	
		500kW<P<1MW	9%	
		P>1MW	9%	
		Dierlijke vetten	9%	
Biogas	Warmtekrachtkoppeling biogas	P<10kW	8%	
		P < 200 kW	8%	
		200-600 kW	8%	
		600-1500 kW	8%	
		> 1500 kW	9%	
Fossiele warmtekrachtkoppeling		P<10kW	9%	
		10kW<P<100kW	9%	
		100kW<P<500kW	9%	
		500kW<P<1MW	9%	
		P>1MW	9%	

Bijlage 8. Enveloppen van groene certificaten per kanaal betreffende de nieuwe projecten voor de periode 2014-2016

Nieuwe projecten: Bijkomende groene certificaten per jaar			
	2014 partim	2015	2016
PV <10 kW	52.000	79.600	77.000
Eolisch	148.900	258.900	314.500
Hydro	13.350	20.000	20.000
Biogas	25.250	43.700	53.000
Vaste biomassa (warmtekrachtkop. of overige)	37.100	57.500	60.000
Fossiele warmtekrachtkop.	7.400	17.300	18.500
<b>Totaal groene elek .</b>	<b>284.000</b>	<b>477.000</b>	<b>543.000</b>

HOOFDSTUK II. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling*

**Art. 9.** In artikel 6, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling worden de woorden « of aan de overlegging van een bewijs van aanvraag tot inschrijving voor een certificerende opleiding in een door het Waalse Gewest erkend opleidingscentrum » ingevoegd tussen de woorden « door het Waalse Gewest » en « en aan de voorwaarde bedoeld in artikel 19bis ».

HOOFDSTUK III. — *Overgangs-, inwerkingtredings- en slotbepaling*

**Art. 10.** Dit besluit is niet van toepassing op de productie-eenheden die aan een milieuv vergunning of een eenmalige vergunning onderworpen worden en een definitieve vergunning verkregen hebben op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, noch op de productie-eenheden waarvan de installatie het voorwerp is van de RGIE-controle op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014, onder voorbehoud van het tweede lid.

Artikel 15, § 1bis, elfde tot dertiende lid, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, zoals ingevoegd bij artikel 4 van dit besluit, is vanaf 1 januari 2015 van toepassing op de fotovoltaïsche installaties met een vermogen van meer dan 10 Kw.

**Art. 12.** De Minister bevoegd voor het energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203157]

**27 MARS 2014. — Arrêté ministériel fixant les procédures de notification des îlots de conservation et de marquage des arbres morts, des arbres d'intérêt biologique et des îlots de conservation dans les sites Natura 2000 et dans les sites candidats au réseau Natura 2000**

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 28, § 2, inséré par le décret du 22 mai 2008, l'article 28bis, inséré par le décret du 22 décembre 2010, l'article 31, alinéa 3, modifié par le décret du 22 décembre 2010 et l'article 31, alinéa 4, modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000, l'article 2, § 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 et dans la structure écologique principale, les articles 32 et 33, § 2, 2°;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 prévoit des mesures relatives à la désignation d'îlots de conservation, au maintien d'arbres morts et d'arbres d'intérêt biologique dans les propriétés de plus de deux hectares et demi situées en sites Natura 2000 ou en sites candidats au réseau Natura 2000;

Considérant que l'article 2, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 prévoit que la désignation des îlots de conservation est consignée sur des documents cartographiques notifiés à l'administration selon les modalités arrêtées par le Ministre;

Considérant que les articles 32 et 33, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 et dans la structure écologique principale prévoit l'obligation pour le propriétaire souhaitant bénéficier de l'indemnité non agricole prévue à l'article 26 de marquer physiquement sur le terrain les arbres morts, les arbres d'intérêt biologique et les îlots de conservation selon les modalités arrêtées par le Ministre;

Vu l'avis 52.935/4 du Conseil d'Etat donné le 25 mars 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mai 2013,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 : arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2011 portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000 ainsi qu'aux sites candidats au réseau Natura 2000;

2° arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 : arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2012 relatif aux indemnités et subventions octroyées dans les sites Natura 2000 et dans la structure écologique principale.